

ACCUEILS COLLECTIFS DE MINEURS : LA RÉGLEMENTATION 2026

PARTIE 1 – DÉFINITIONS ET CONDITIONS D'ENCADREMENT

► Les accueils collectifs de mineurs	7
Définition	7
Les activités qui ne sont pas soumises à déclaration	7
► Les catégories d'accueils collectifs de mineurs	8
► Le séjour de vacances	9
Définition	9
La qualification du directeur	9
Le directeur adjoint	10
La possibilité de dérogation	10
La qualification des animateurs	10
Les taux d'encadrement	12
Les ratios diplômés/stagiaires/non qualifiés	12
Directeur et animateur	12
► Le séjour court	12
Définition	12
Les conditions d'encadrement	12
► L'activité accessoire à un accueil sans hébergement (mini-camp)	13
Définition et cadre général	13
Les modalités d'hébergement	13
Les conditions d'encadrement	13
Les conditions de déclaration	13
► Le séjour spécifique	14
Définition	14
Les catégories de séjours spécifiques	14
Les conditions d'encadrement	14
► Le séjour de vacances dans une famille	15
Définition	15
Les conditions d'encadrement	15
Les conditions d'hébergement	15
► Le séjour à l'étranger	16
Quels séjours déclarer et comment ?	16
Ne peuvent se dérouler à l'étranger	16
Quelle réglementation appliquer à l'étranger ?	16
Quels documents officiels pour les mineurs ?	16
► L'accueil de loisirs périscolaire et extrascolaire	17
Une définition complexe	17
Tableau de synthèse	17
Périscolaire et extrascolaire	18
La qualification du directeur	18
La possibilité de dérogation	20
La direction des accueils de loisirs 80/80	20
Le cas particulier de la direction d'un gros accueil périscolaire	21
La qualification des animateurs	22
Les taux d'encadrement en accueil de loisirs extrascolaire	23
Le taux d'encadrement en accueil de loisirs périscolaire	23



© Estelle Perdu

Les ratios diplômés/stagiaires/non qualifiés	24
Directeur et animateur	24
Foire aux questions	24
► L'accueil de jeunes	26
Définition	26
Les conditions d'encadrement	26
► L'accueil multi-sites	27
Définition	27
Les conditions de mise en œuvre	27
► L'accueil de scoutisme	27
Définition	27
La qualification du directeur	28
La possibilité de dérogation	28
La qualification des animateurs	28
Les taux d'encadrement	28
Les activités en autonomie	28
► L'accueil des enfants de moins de 6 ans	29
Un régime d'autorisation	29
Ce qu'on ne peut pas faire avec de jeunes enfants	29
Les taux d'encadrement	29
Recommandations	30
Les enfants de moins de 3 ans	30
Les enfants non inscrits dans une école	30
► Les dérogations possibles pour diriger un ACM	31
Le principe de la dérogation	31
Les impossibles dérogations d'âge	31
Diriger un séjour de vacances avec un Bafa	31
Diriger un accueil de loisirs avec le Bafa	31
Diriger avec une expérience ou compétence particulière	31
Diriger un accueil de scoutisme sur dérogation	32
Diriger un gros accueil périscolaire avec le Bafd	32

► Les fausses dérogations	33
<i>Directeur inclus dans l'effectif d'animation</i>	33
<i>Nombre de personnes non qualifiées</i>	33
<i>Baignade des jeunes de plus de 14 ans</i>	33
<i>Sans animateur à la piscine</i>	33
<i>Obligation de vaccination</i>	33
<i>Interdiction annuelle de transports d'enfants en autocar</i>	33
► Quelles possibilités de qualification selon la taille de l'équipe ?	34

PARTIE 2 – PEDT ET PLAN MERCREDI

► Les taux d'encadrement selon le type d'ACM	35
► Le projet éducatif territorial – PEDT	35
<i>Les mesures dérogatoires en cas de PEDT</i>	35
► Le Plan mercredi	36
<i>La charte qualité Plan mercredi</i>	36
<i>Un site ressources pour la mise en œuvre du Plan mercredi</i>	36
<i>L'élaboration du Plan mercredi dans le cadre d'un PEDT</i>	36

PARTIE 3 – LES LOCAUX

► Les locaux d'ACM	37
<i>Les textes Jeunesse et Sports</i>	37
<i>La déclaration préalable des locaux d'hébergement</i>	37
<i>Consulter le fichier national des locaux d'hébergement</i>	38
<i>La particularité de l'accueil des moins de 6 ans</i>	38
<i>Tous les ACM sont-ils des ERP ?</i>	39
<i>Le classement des ERP</i>	39
<i>L'autorisation municipale d'ouverture</i>	39
<i>Les exceptions</i>	40
<i>Le cas particulier des hôtels</i>	40
► L'hébergement hors locaux : le camping	41
<i>Où camper ?</i>	41
<i>Le « camp fixe »</i>	41
<i>Le camping dit « sauvage »</i>	41

PARTIE 4 – LES OBLIGATIONS COMMUNES

► Les conditions de déclaration des ACM	42
<i>L'arrêté du 3 novembre 2014</i>	42
<i>Fiche unique de déclaration pour le périscolaire</i>	42
<i>Déclaration tous les 3 ans pour les autres accueils sans hébergement</i>	42
<i>Depuis 2014 : délivrance plus tardive des récépissés</i>	42
<i>La valeur du récépissé</i>	43
<i>L'accusé de réception</i>	43
<i>L'édition de ces deux documents</i>	44
<i>Le contrôle réglementaire</i>	44
<i>En cas de fiche posant problème</i>	44
<i>Des schémas pour visualiser</i>	44
<i>Les modalités de déclaration des accueils (tableau de synthèse)</i>	45
► Le projet éducatif	46
► Le projet pédagogique	47
► Les assurances	47
<i>L'assurance en responsabilité civile</i>	47
<i>L'assurance individuelle accident</i>	48

<i>L'attestation d'assurance</i>	48
<i>L'assurance des locaux</i>	48
► Les incapacités pénales	48
<i>La vérification automatique par les SDJES</i>	48
<i>Renseigner le logiciel avec soin</i>	49
► Les interdictions administratives	49

PARTIE 5 – HYGIÈNE ET SÉCURITÉ

► La santé en ACM	50
<i>Le rôle de l'assistant sanitaire</i>	50
<i>Les conditions sanitaires d'admission d'un mineur en ACM</i>	50
<i>Les vaccinations obligatoires en France</i>	50
<i>Le décret du 25 janvier 2018 : quels justificatifs en collectivité ?</i>	51
<i>L'article R. 3111-8 CSP</i>	51
<i>L'obligation de certificat médical</i>	51
<i>L'autorisation d'opérer</i>	51
<i>Les conditions sanitaires pour le personnel</i>	51
<i>L'infirmerie</i>	51
<i>Le registre de soins</i>	51
<i>Le contenu de la trousse de premiers secours</i>	52
<i>Le lien avec les parents</i>	52
► L'hygiène alimentaire	52
<i>HACCP</i>	52
<i>Les points d'attention</i>	53
<i>Pique-niques</i>	53
<i>Pour aller plus loin</i>	54
<i>Déclaration et contrôle</i>	54
<i>La TIAC</i>	54
► Le tabac et l'alcool	54
<i>L'interdiction de fumer et de vapoter</i>	54
<i>L'alcool en accueil collectif de mineurs</i>	54
► Les déplacements	55
<i>Les déplacements à pied</i>	55
<i>Les déplacements à vélo</i>	55
► Les transports	56
<i>Le transport en voitures personnelles</i>	56
<i>Le transport en car</i>	56
<i>Liste de passagers dans les autocars</i>	57
<i>Les temps de repos des chauffeurs de car</i>	57
<i>L'arrêté d'interdiction de transports collectifs d'enfants</i>	57
► La sécurité incendie	57
<i>Le registre de sécurité</i>	57
<i>L'exercice d'évacuation incendie</i>	58
<i>Les autres obligations</i>	58
► L'accident	58
<i>Les obligations réglementaires</i>	58
<i>La déclaration d'événement grave au SDJES</i>	58
<i>La conduite à tenir en cas d'accident</i>	59
<i>Les autres déclarations</i>	59

PARTIE 6 – LES RELATIONS AVEC L'ADMINISTRATION

► L'inspection et les contrôles	60
<i>Le rôle du SDJES</i>	60
<i>Un cadre pour l'inspection</i>	60
<i>Comment se passe une inspection ?</i>	60

Le contenu de la fiche d'évaluation et de contrôle (tableau)	61
Les autres services	63
Les dispositions à prendre	63
Les documents à présenter en cas d'inspection	63
► Les sanctions administratives	64
L'injonction	64
La suspension	64
L'interdiction	65
L'interruption de l'accueil	65
La fermeture des locaux ou de l'accueil	65

PARTIE 7 – LES ACTIVITÉS PHYSIQUES

► La pratique d'activités physiques	66
Le cadre juridique	66
Jeu ou déplacement	66
Les autres activités physiques	66
Du projet éducatif au projet d'activité	66
Le rôle de l'encadrant	67
Le rôle des animateurs et autres accompagnateurs	67
Les qualifications de l'encadrant d'activités physiques	67
Ce qui peut être encadré par les animateurs (tableau)	68
Le recours à un prestataire extérieur	68
Le Pass nautique	70
Dans les accueils de loisirs, séjours de vacances	
et accueils de scoutisme	70
Dans les autres types d'accueils	71
► Alpinisme	71
Conditions d'âge	71
Qualification	71
Conditions d'organisation et de pratique	71
► Baignade	72
Activités en piscine ou baignade aménagée et surveillée	72
Activités en dehors des piscines ou baignades aménagées	
et surveillées	72
Les mineurs de plus de 14 ans	72
Conseils et recommandations	72
► Canoë-kayak	73
Activité de découverte	73
Activité de perfectionnement	73
► Canyonisme (descente de canyon)	74
► Char à voile	74
► Équitation	75
Approche de l'animal et découverte de l'activité au pas	75
Activité de promenade équestre en extérieur sur une journée	75
Activité de randonnée équestre montée de plus d'une journée	75
Apprentissage de l'équitation	75
► Escalade	75
Activité d'escalade en deçà du premier relais	75
Activité d'escalade au-delà du premier relais	76
► Karting	76
► Motocyclisme et activités assimilées	77
Apprentissage de la maîtrise d'un véhicule terrestre motorisé	
à guidon (motocycle, quad, cycloMOTEUR, etc.)	77
Itinérance sur voies ouvertes à la circulation publique	77

► Nage en eau vive	78
Activité de découverte de la nage en eau vive	78
Activité de perfectionnement de la nage en eau vive	78
► Plongée subaquatique	78
► Radeau et activités de navigation assimilées	79
► Randonnée pédestre	79
Randonnée pédestre	79
Randonnée pédestre en montagne	80
► Raquettes à neige	80
Promenade en raquettes	80
Randonnée en raquettes	80
► Ski et activités assimilées	81
► Spéléologie	81
► Sports aériens	82
► Surf	82
► Tir à l'arc	82
► Voile	83
Navigation diurne sur planche à voile, dériveur léger	
ou multicoque léger à moins de 2 milles nautiques d'un abri	83
Navigation diurne sur une embarcation dans laquelle se trouvent	
l'encadrant et les participants à moins de 2 milles nautiques d'un abri	83
Navigation au-delà de 2 milles nautiques d'un abri	83
Navigation dans le cadre du scoutisme marin	83
► Vol libre	84
Parapente et aile delta : manipulation sur terrain plat	
et pente-école, simulateur, treuil	84
Vol en parapente et aile delta	84
Vol biplace (parapente et deltaplane)	84
Activités de glisse aérotractée nautique	85
Activités de glisse aérotractée terrestre	85
► VTT (vélo tout terrain)	85
Randonnée à VTT sur terrain peu ou pas accidenté	85
Activité de VTT sur tous types de terrains	85

PARTIE 8 – LE BAFa ET LE BAFd

► Que sont le Bafa et le Bafd ?	86
► Le cursus Bafa	86
L'objectif de la formation Bafa	86
S'inscrire au Bafa	87
Les étapes du Bafa	87
30 mois de formation	88
Le jury Bafa	88
Qualifications complémentaires	88
Le parcours Bafa (schéma)	89
► Le cursus Bafd	90
L'objectif de la formation Bafd	90
S'inscrire au Bafd	90
Les étapes du Bafd	90
4 ans de formation	91
Le bilan de formation	92
Le jury Bafd	92
Le renouvellement d'autorisation d'exercer	92
Le parcours Bafd (schéma)	93

LES TEXTES DE RÉFÉRENCE

L'ACTIVITÉ ACCESSOIRE À UN ACCUEIL SANS HÉBERGEMENT (MINI-CAMP)

Définition et cadre général

« *Activité accessoire à un accueil sans hébergement* » est l'appellation réglementaire de ce qu'on appelle communément mini-séjour ou mini-camp, dès lors qu'il est organisé par un accueil sans hébergement.

On peut la définir comme une **activité avec hébergement** de proximité prévue et organisée à partir du projet d'un accueil de loisirs ou d'un accueil de jeunes. D'une durée d'1 à 4 nuits, elle concerne les mêmes mineurs dans le cadre du même projet éducatif et permet à l'équipe d'encadrement d'enrichir et de compléter les objectifs du projet pédagogique de l'accueil principal.

Elle ne peut pas être utilisée pour développer un projet indépendant de l'accueil principal. Lorsqu'un organisateur propose, en complément de son accueil régulier, un séjour à destination d'un nouveau public (plus âgé par exemple), ce séjour doit être déclaré soit en séjour court (1 à 3 nuits) soit en séjour de vacances (4 nuits et plus) et être conforme à la réglementation propre à cette catégorie de séjours. Le directeur de l'accueil sans hébergement reste responsable de l'activité accessoire, même s'il délègue une partie de ses pouvoirs à un animateur présent sur place.

N'étant pas soumise aux mêmes exigences qu'un séjour de vacances (présence du directeur, qualification de l'équipe d'encadrement), l'activité accessoire doit obligatoirement se dérouler en France et suffisamment à proximité de l'accueil principal, pour que le directeur puisse se rendre sur les lieux par ses propres moyens dans un délai n'excédant pas 2 heures.

Les modalités d'hébergement

La réglementation relative aux locaux d'hébergement et à l'organisation de l'hébergement en séjours de vacances s'applique :

- déclaration préalable des locaux d'hébergement si le séjour n'est pas sous tente ;
- respect des dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité ;
- séparation des lieux de couchage des filles et garçons de plus de 6 ans.



© LF

Les conditions d'encadrement

Pour l'encadrement, le directeur de l'accueil sans hébergement nomme un animateur qualifié comme responsable et désigne une partie de l'équipe d'encadrement de l'accueil principal pour encadrer les activités. Leur qualification est laissée à son appréciation.

Lorsque des enfants âgés de moins de 14 ans participent à ces activités :

Le directeur de l'accueil sans hébergement reste responsable de l'activité accessoire, même s'il délègue une partie de ses pouvoirs.

- l'équipe d'encadrement est composée d'au moins 2 personnes ;
- les taux d'encadrement sont les mêmes qu'en accueil de loisirs : un animateur pour 8 mineurs âgés de moins de 6 ans ; un animateur pour 12 mineurs âgés de 6 ans ou plus.

Les conditions de déclaration

La déclaration s'effectue pour ces activités sur la fiche complémentaire à la déclaration de l'accueil de loisirs ou de jeunes (par téléprocédure sur la page de l'accueil sans hébergement), au plus tard 2 jours ouvrables avant le début du séjour. Elle ne donne pas lieu à l'établissement d'un récépissé. ■

L'ACCUEIL DE JEUNES

Définition

L'accueil de jeunes est un accueil sans hébergement qui regroupe de 7 à 40 mineurs, âgés de 14 ans ou plus, en dehors d'une famille, pendant au moins 14 jours par an, consécutifs ou non. Il répond à un besoin social particulier explicité dans le projet éducatif.

Il se différencie de l'accueil de loisirs par la nature de son projet et offre des conditions d'organisation personnalisées et dérogoires du cadre habituel des accueils collectifs de mineurs.

Le fonctionnement peut être de courte durée (inférieur à deux heures par jour). Les jeunes peuvent y entrer et en sortir librement et leur fréquentation régulière n'est pas requise. L'ouverture est possible sur tous les temps de loisirs des jeunes. Les activités en autonomie, y compris hors de la structure ou du lieu de regroupement habituel, prévues pour une durée limitée et concernant de petits groupes de jeunes sont possibles.

La pratique régulière plus ou moins formelle d'une seule activité (sportive, culturelle ou artistique), fréquentée par au moins 7 mineurs et encadrée par 1 animateur, doit être déclarée en accueil de jeunes si sa vocation sociale est affirmée et si l'implication des jeunes y est déterminante. Contrairement aux pratiques en club ou en ateliers, les jeunes peuvent à tout moment réorienter leur projet, changer d'activité, choisir et modifier le programme de leurs rencontres. L'adhésion des jeunes au projet est une des conditions pour le développement de la dimension éducative de l'accueil.

La simple mise à disposition d'un local pour les jeunes sans proposition d'activités n'est pas soumise à déclaration. Le service rendu est alors strictement matériel et se limite au prêt du local, même si le gestionnaire s'assure régulièrement de sa bonne utilisation.

Les conditions d'encadrement

L'organisateur désigne un animateur qualifié comme référent de l'accueil, ou, lorsque l'action se déroule sur plusieurs sites, un directeur qualifié qui coordonne l'action de référents locaux. Si l'animateur n'est pas présent sur tous les temps de l'accueil, il doit pouvoir être facilement joignable à tout moment.

Les conditions d'encadrement sont définies par convention entre l'organisateur et le SDJES pour répondre aux besoins



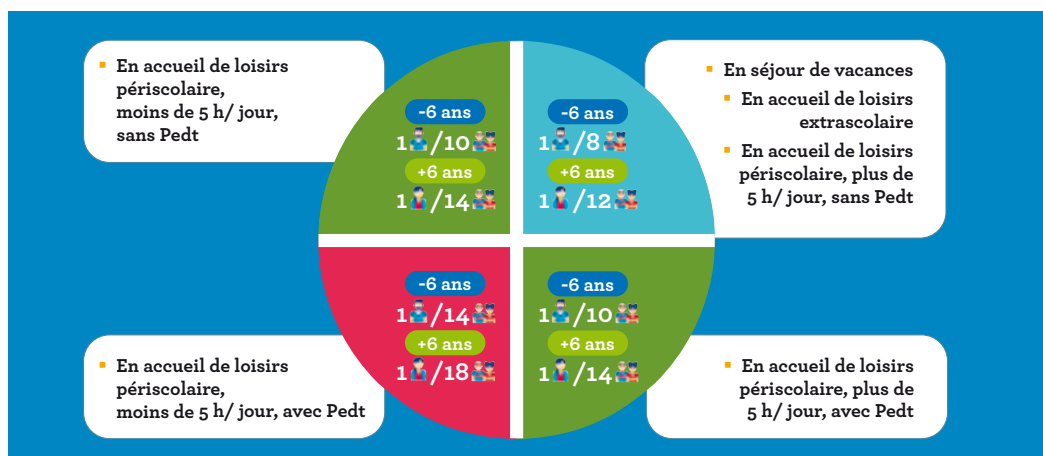
Les conditions d'encadrement d'un accueil de jeunes sont définies par convention entre l'organisateur et le SDJES.

identifiés. Cette convention devant être adaptée au contexte local, il n'y a donc pas d'imprimé type.

La convention doit au minimum comprendre les éléments suivants :

- l'identité et la qualité des signataires ;
 - les éléments de contexte et le diagnostic qui ont amené l'organisateur à proposer cette action ;
 - l'identité et la qualification de l'encadrement (les intervenants doivent être identifiés formellement : en cas de changement, la convention doit être modifiée par avenant) ;
 - l'identification des besoins des jeunes ;
 - le public accueilli (nombre de jeunes concernés, âge, caractéristiques, spécificités territoriales, difficultés...) ;
 - le fonctionnement de l'accueil (précisions sur les périodes et horaires d'ouverture, le ou les lieux d'accueil du public, le mode d'intervention de l'encadrement, si l'accueil est libre ou lié à un projet, s'il s'agit d'un accueil de rue ou se déroulant dans un local...) ;
 - les conditions d'évaluation et de suivi de l'accueil ;
 - la durée de validité de la convention (sa durée est fonction du projet développé ; la convention doit pouvoir être révisable à la demande de l'une ou l'autre des parties).
- Les projets éducatif et pédagogique doivent lui être annexés. Comme pour tout accueil collectif de mineurs, l'organisateur et son équipe d'encadrement doivent assurer la sécurité physique et morale des mineurs accueillis, mettre en œuvre les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs de la convention et évaluer les actions menées. ■

LES TAUX D'ENCADREMENT SELON LE TYPE D'ACM



LE PROJET ÉDUCATIF TERRITORIAL – PEDT

Le projet éducatif territorial (PEDT), mentionné à l'article D. 521-12 du Code de l'éducation, formalise une démarche permettant aux collectivités territoriales volontaires de proposer à chaque enfant un parcours éducatif cohérent et de qualité avant, pendant et après l'école, organisant ainsi, dans le respect des compétences de chacun, la complémentarité des temps éducatifs.

Ce projet relève, à l'initiative de la collectivité territoriale compétente, d'une démarche partenariale avec les services de l'État concernés et l'ensemble des acteurs éducatifs locaux. Depuis 2013, cette démarche est destinée à favoriser l'élaboration d'une offre nouvelle d'activités périscolaires, voire extrascolaires, ou de permettre une meilleure mise en cohérence de l'offre existante, dans l'intérêt de

l'enfant. Les PEDT ont mis en évidence aux yeux du grand public l'importance des loisirs éducatifs qui, en contribuant à l'épanouissement de l'enfant, à sa socialisation et à sa réussite scolaire, constituent un temps éducatif à part entière notamment quand il est pensé de manière globale en cohérence avec les temps scolaires et familiaux et en lien avec le territoire.

Les mesures dérogatoires en cas de PEDT

Le décret du 1^{er} août 2016 a inscrit dans le Code de l'action sociale et des familles trois mesures dérogatoires réservées aux accueils périscolaires organisés dans le cadre d'un PEDT :

LE PROJET PÉDAGOGIQUE

Le directeur de tout accueil collectif de mineurs doit mettre en œuvre le projet éducatif de l'organisateur dans les conditions qu'il définit dans un document élaboré en concertation avec les animateurs. L'organisateur est tenu de s'en assurer. Ce document, appelé communément projet pédagogique, prend en considération l'âge des mineurs accueillis.

Le projet pédagogique décline les conditions de mise en œuvre du projet éducatif pour un accueil particulier.

Il traduit l'engagement d'une équipe dans un temps et un cadre donnés. Il permet de donner du sens aux activités proposées et aux actes de la vie quotidienne et sert de référence tout au long de l'accueil. Il énonce en termes clairs la manière dont on souhaite accueillir l'enfant ou le jeune.

Il précise notamment :

- ▶ la nature des activités proposées,
- ▶ pour les activités physiques et sportives, les conditions dans lesquelles elles sont mises en œuvre,
- ▶ la répartition des temps d'activités et de repos,
- ▶ les modalités de participation des mineurs,

- ▶ le cas échéant, les mesures envisagées pour les mineurs atteints de troubles de la santé ou de handicaps,
- ▶ les modalités de fonctionnement de l'équipe d'animation,

Le projet pédagogique énonce en termes clairs la manière dont on souhaite accueillir l'enfant ou le jeune.

- ▶ les modalités d'évaluation de l'accueil,
- ▶ les caractéristiques des locaux et des espaces utilisés.

Le projet pédagogique est à transmettre :

- ▶ à l'organisateur de l'accueil,
- ▶ aux parents des mineurs accueillis (sous une forme qui peut être simplifiée),
- ▶ aux agents du SDJES à leur demande (et en particulier lors des inspections).

Il n'y a que dans le cadre du séjour de vacances dans une famille que la rédaction d'un projet pédagogique n'est pas obligatoire. ■

LES ASSURANCES

L'assurance en responsabilité civile

Si un enfant est victime d'un accident ou cause un dommage à autrui, dans le cadre d'un accueil collectif de mineurs, l'organisateur peut en être civilement responsable.

Afin de couvrir de tels risques, les organisateurs d'accueils collectifs de mineurs ainsi que les exploitants des locaux d'hébergement doivent souscrire une assurance en responsabilité civile pour eux-mêmes, leurs employés, les bénévoles éventuels et les mineurs accueillis.

Le fait de ne pas souscrire d'assurance en responsabilité civile constitue un délit, punissable de 6 mois de prison et de 3 750 € d'amende.

Les personnes assurées au titre du contrat sont considérées comme tiers entre elles, ceci afin d'éviter les exclusions de garantie lors d'accidents causés par les victimes entre



Souscrire une assurance en responsabilité civile est obligatoire.